



PREFET DES BOUCHES- DU- RHONE

Arrêté n ° 2012296-0005

**signé par Pour le Préfet, le Secrétaire Général
le 22 Octobre 2012**

**Le préfet des Bouches- du- Rhône
Secrétariat Général - Direction des Collectivités Locales , de l'Utilité Publique et de
l'Environnement**

accordant le renouvellement, dans un cadre
départemental, de l'agrément de protection de
l'environnement à l'association colinéo



PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

PRÉFECTURE
 DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES,
 DE L'UTILITÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT
 BUREAU DE L'UTILITÉ PUBLIQUE, DE LA CONCERTATION ET DE L'ENVIRONNEMENT
 SECTION RELATIVE À L'ENVIRONNEMENT ET AUX ENQUÊTES PUBLIQUES

ARRÊTÉ ACCORDANT LE RENOUVELLEMENT, DANS UN CADRE DÉPARTEMENTAL DE L'AGRÈMENT DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT À L'ASSOCIATION COLINÉO

Le Préfet de la Région Provence, Alpes, Côte d'Azur
Préfet des Bouches-du-Rhône
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'Environnement, notamment ses articles L 141-1, R 141-1, R 141-2, R 141-3, R 141-9, R 141-10, R 141-12, R 141-16, R 141-17, R 141-17-1 et R 141-17-2,

VU l'arrêté du 12 juillet 2011 relatif à la composition du dossier de demande d'agrément au titre de la protection de l'environnement, du dossier de renouvellement de l'agrément et à la liste des documents à fournir annuellement (texte n°14 publié au JORF du 13 juillet 2011),

Vu la circulaire du 14 mai 2012 relative à l'agrément des associations au titre de la protection de l'environnement et à la désignation d'associations agréées, organismes et fondations reconnues d'utilité publique ayant vocation à examiner les politiques d'environnement et de développement durable au sein de certaines instances(publiée au Bulletin Officiel du 10 juin 2012 du Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie),

Vu la demande complète de Madame la Présidente de l'Association Colinéo, à la date du 29 juin 2012, en vue d'obtenir le renouvellement de l'agrément de protection de l'environnement pour le département des Bouches-du-Rhône,

Vu les avis simples recueillis au cours de la consultation réglementaire,

Considérant que les pièces contenues au dossier permettent de vérifier, en l'espèce, au regard de ses statuts, les conditions de recevabilité de l'agrément édictées par l'article R 141-2 du Code de l'Environnement, notamment des garanties administratives suffisantes d'organisation démocratique(fonctionnement régulier des organes internes), d'une gestion financière désintéressée et transparente, enfin d'une réelle représentativité(141 adhérents au 31 mars 2012),

.../...

Considérant que l'association mène une activité conforme à son objet statutaire et non lucrative, et que dans ce cadre, elle œuvre principalement, dans des nombreux domaines cités par l'article L 141-1 du Code de l'Environnement, pour la protection, l'éducation et la sensibilisation à l'environnement sur le secteur géographique de la chaîne de l'Étoile et du massif du Garlaban, zones naturelles d'un grand intérêt écologique et paysager limitrophes des zones très urbanisées de l'agglomération marseillaise,

Considérant qu'à cet effet, elle a organisé, au sein de sa structure, quatre pôles spécialisés, le premier en charge des actions pédagogiques et de l'organisation de conférences à destination des enfants et du grand public pour le sensibiliser à la protection de l'environnement et le former à l'éco-citoyenneté, le deuxième à visée scientifique et naturaliste avec entre-autres actions, le suivi de la mise en application du DOCOB sur le site natura 2000, chaîne de l'étoile-massif du garlaban, et la concrétisation avec un collectif associatif d'un projet d'atlas des oiseaux nicheurs de Marseille, le troisième axé sur les grands projets comme le conservatoire des restanques, verger et jardin méditerranéen et enfin, le quatrième et dernier, sur l'urbanisme et le juridique, pour participer à la mise en œuvre de la politique publique du développement durable et pour veiller à la prise en compte des continuités écologiques dans les documents de planification, PLU et SCOT, ou tenter des procédures contentieuses devant les juridictions administrative et judiciaire contre des projets ou des agissements portant atteinte à la nature et à l'environnement (abattage illégal d'arbres en espaces boisés classés, décharges sauvages de déchets etc...)

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

ARRETE

ARTICLE 1er : L'Agrément pour la Protection de l'Environnement de l'Association Colinéo, dont le siège social est situé à Marseille (13ème Arrondissement), Maison de Quartier de Château-Gombert, avenue Paul Dalbret, est renouvelé au titre de l'article L 141-1 du Code de l'Environnement, pour le département des Bouches-du-Rhône.

ARTICLE 2: Cette décision d'agrément est accordée pour une durée limitée à cinq ans et prendra effet à compter de la date de sa signature; son renouvellement, en application de l'article R 141-17 -2 du Code de l'Environnement, devra être sollicité six mois au moins avant la date à laquelle viendra à expiration sa validité.

ARTICLE 3: L'association agréée de protection de l'environnement est tenue, conformément à l'article R 141-19 du Code de l'Environnement, d'adresser, chaque année, par voie postale ou électronique, au Préfet de la Région Provence, Alpes, Côte d'Azur, Préfet des Bouches-du-Rhône, un dossier conforme, en tous points, à l'article 3 de l'arrêté précité, comprenant notamment son rapport moral d'activité, son bilan financier, les comptes de résultat et leurs annexes, s'il y a lieu.

ARTICLE 4 : Celle-ci peut s'exposer à l'abrogation de son agrément dans les conditions prévues par l'article R 141-20 du Code de l'Environnement, si elle ne respecte pas l'obligation mentionnée à l'article R 141-19 de ce même code ou si elle ne remplit plus, à l'examen de son dossier, l'une des conditions de recevabilité ayant motivé la délivrance de l'agrément ou encore, si elle exerce son activité statutaire dans un cadre territorial plus limité que celui pour lequel elle est agréée.

.../...

ARTICLE 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
Le Directeur Départemental Interministériel des Territoires et de la Mer,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Cet acte administratif est notifié à la Présidente de l'Association, qui en est bénéficiaire, et adressé aux Greffes des Tribunaux de Grande Instance et d'Instance de Marseille.

En outre, il est publié au recueil des actes administratifs de l'État de la Préfecture des Bouches-du-Rhône.

Fait à Marseille, le 22 Octobre 2012

**Pour le Préfet
Le Secrétaire Général**

Signé

Louis LAUGIER